

*Initiatives ministérielles*

teurs ont commis une grave erreur. Il est grand temps qu'ils retirent cette taxe et répondent aux besoins et aux vœux des Canadiens.

• (1310)

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, le débat porte sur une mauvaise taxe qui est entrée en vigueur au pire moment possible, nuisant sérieusement à l'économie, aggravant considérablement l'incidence de la récession au Canada, acculant à la faillite les petites entreprises dont mon collègue parlait tout à l'heure et causant la mise à pied de milliers de Canadiens dans tout le pays.

Pendant que l'économie s'embourbait par suite de l'incidence négative de cette taxe, le taux de chômage a augmenté et le gouvernement, qui ne cesse de prédire le retour imminent de la prospérité, se montre incapable de sortir le Canada de la récession. Il s'en prend aux gouvernements provinciaux qu'il essaie de blâmer pour une récession que, selon les résultats d'un sondage publiés ce matin, 70 p. 100 des Canadiens imputent nettement au gouvernement fédéral et à ses mauvaises décisions, notamment d'imposer la taxe sur les produits et services.

Le projet de loi dont nous sommes maintenant saisis constitue, toutefois, un tour de passe-passe, une opération de camouflage. On essaie désespérément de nous dorner la pilule après coup, de faire mieux avaler aux Canadiens cette TPS que le gouvernement leur a imposée de force. Le gouvernement vient dire aux Canadiens que ce projet de loi, que cette terrible taxe qui leur a été si injustement imposée est plus ou moins justifiée du fait qu'elle va servir simplement à payer l'intérêt sur la dette nationale et à rembourser cette dette. Il fait miroiter aux Canadiens de tout le pays la perspective que la dette nationale sera en fait absorbée grâce à la TPS.

Le gouvernement espère se gagner ainsi l'appui des Canadiens qui sont terrifiés par l'ampleur de la dette nationale que le gouvernement actuel et le gouvernement libéral précédent ont accumulée, à savoir une dette de 420 milliards de dollars.

Je serai très clair. Le service de la dette nationale coûte chaque année plus de 40 milliards de dollars. Les paiements d'intérêt à eux seuls vont finir par s'élever à 45 ou 50 milliards de dollars, à mesure que la dette continue

d'augmenter. Quelle proportion de cette somme les recettes de la TPS servent-elles à rembourser? Ce sera un peu plus de 16 milliards de dollars pour l'exercice en cours et un peu plus de 20 milliards de dollars pour le suivant.

Autrement dit, la TPS ne contribue absolument pas à réduire la dette nationale. Aux termes de cette loi, elle ne sert qu'à payer les intérêts.

Et les intérêts ne sont qu'une des dépenses que fait le gouvernement. Il dépense de l'argent pour payer les intérêts sur la dette nationale. Il dépense de l'argent pour l'assurance-chômage. Il dépense de l'argent, moins que promis certes, pour les transferts aux provinces. Il dépense de l'argent pour aider les sciences.

Pourquoi donc viser uniquement cette catégorie de dépenses? Pourquoi faire du paiement des intérêts sur la dette, et non du remboursement de la dette, une catégorie spéciale? Où est la logique dans tout cela? Pourquoi dire que payer les intérêts sur la dette nationale importe plus que dépenser de l'argent pour aider les sciences? Il importe plus de dépenser de l'argent pour aider les gens à acquérir une formation et pour aider les provinces à maintenir leur système de soins de santé ainsi que leur système d'éducation.

C'est ce que vise cet amendement. C'est pourquoi je presse les députés ministériels de l'appuyer. Cet amendement ferait en sorte qu'on puisse, avant l'avènement d'un nouveau gouvernement et la suppression de la TPS, affecter les recettes de la TPS non seulement au service de la dette, mais encore à des activités bénéfiques et constructives comme l'amélioration des programmes de formation pour la population du pays.

Les paiements de transfert aux provinces seraient augmentés afin que le système de soins de santé ne soit pas menacé et que nos jeunes puissent recevoir l'instruction dont ils ont besoin.

Cet amendement ne fait que confirmer que cette taxe mal conçue produit quand même beaucoup de recettes. D'ici à ce qu'on se débarrasse de la taxe, on pourrait faire en sorte que les recettes servent à financer des programmes qui consolideront l'avenir de notre pays, comme la formation, l'éducation, les soins de santé et l'amélioration de l'infrastructure municipale.